

IMPORTATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES DURANT LES 10 PREMIERS MOIS DE 2011

Une facture salée

La facture alimentaire payée par l'Algérie durant les dix premiers mois de l'année en cours est lourde. Comparativement à la même période l'année précédente, les importations des produits alimentaires, matières premières destinées à la transformation et produits finis, ont augmenté de plus de 3 milliards de dollars.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dans cette statistique, ce sont les importations de matières premières qui se sont taillées la part du lion. Celles-ci ont représenté 82% du volume global des importations des produits alimentaires. En termes de quantités, comparées aux importations réalisées durant la même période de l'année 2010, elles ont connu des hausses allant de 7 à 354%.

L'augmentation du volume des importations ainsi enregistrée s'est opérée en dépit de la hausse des prix sur les marchés internationaux, entre 1 et 110%.

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, qui a éwerté hier ses statistiques devant la presse nationale, au siège même du ministère, a expliqué cette hausse remarquable des importations des produits alimentaires par deux facteurs : la hausse de la demande sur le marché de la consommation nationale et le pourvoi, via les circuits de la contrebande aux frontières, notamment de l'ouest, des marchés des pays voisins aux prises aux crises que l'on sait. Globalement, les importations des

produits alimentaires ont connu une hausse moyenne de l'ordre de 66%, comparativement aux dix premiers mois de l'année 2010.

Pour le ministre du Commerce, l'argumentation de la demande en termes de consommation est également due à l'amélioration du pouvoir d'achat national suite aux revalorisations salariales décidées après les émeutes de janvier 2011.

Ces revalorisations salariales, a-t-il expliqué, ont créé une certaine boulimie de la consommation qui, à son tour, a dopé l'inflation qui est passée de 3% à 4,5% entre octobre et novembre. Que faire pour réduire la facture alimentaire ? Le ministre du Commerce a préconisé une rationalisation de la consommation. Pour ce faire, il a suggéré comme entre autres mécanismes, la révision des aides à la consommation. Plus clairement, il s'est dit partisan de la définition d'aides aux seuls nécessiteux, au lieu des subventions globales qui profitent de la même manière également aux nantis.

Benbada est, donc, pour la libéralisation des prix, y compris des produits de base, tout en mettant un mécanisme de soutien sur ces produits de base aux seuls nécessiteux. Si la mesure est, chez Benbada, au stade de la réflexion, l'organisation du marché national connaît, elle, en revanche, un début d'application concrète.

Le ministre du Commerce a affirmé que son département travaille à



Pour Benbada, cette augmentation est due aux revalorisations salariales.

intéresser les importateurs agréés à souscrire à des plans d'approvisionnements annuels, en contrepartie de quoi, ces derniers bénéficieront de mesures de facilitation au commerce extérieur, comme l'aménagement de couloirs verts au niveau des douanes. Le ministre du Commerce a, par ailleurs, fait savoir que son département œuvre à la consolidation des infrastructures commerciales, à travers un plan de réhabilitation des structures existantes et la réalisation de nouvelles.

L'Algérie compte 1 570 infrastructures commerciales, elle doit réaliser 1 400 autres, selon les demandes exprimées par une quarantaine de wilayas. Le ministère

alloue une enveloppe de 5,9 milliards de dinars aux réhabilitations. Il a arrêté un programme de contribution à la réalisation de nouvelles structures.

Une enveloppe de 10 milliards de dinars est allouée à ce programme. Benbada a fait savoir qu'il a saisi le Premier ministre pour que ce programme de contribution se transforme en programme de réalisation

intégrale. Les 1 400 nouvelles infrastructures nécessitent 39 milliards de dinars. Le ministère n'en dispose que du quart. Le ministre du Commerce a fait cas aussi de la réalisation de 3 marchés d'intérêt national (MIN) et de 10 marchés d'insert régional (MIR). Il a, en outre, fait part d'un décret en préparation au niveau du secrétariat du gouvernement. Ce décret est inhérent à la gestion des marchés.

Conseil national de la concurrence, installation dans 1 ou 2 mois

Le ministre du Commerce a informé que le Conseil national de la concurrence sera installé au plus tard dans 2 mois.

Les noms devant le composer ont été proposés, a-t-il précisé. «Ils sont au niveau de la présidence de la République. Le Conseil pourra être installé dans un à deux mois, après la fin des enquêtes d'habilitation», a-t-il dit.

Rappelons que la commission d'enquête parlementaire sur l'huile et le sucre a évoqué l'absence de ce Conseil comme une des causes ayant induit une désorganisation du marché. Le ministre du Commerce a apprécié plutôt positivement le rapport de la commission. «Il contient des résolutions intéressantes», a-t-il déclaré.

S. A. I.

POUR CONTRER LA CONTREBANDE DES CARBURANTS À EL TARF

Les transporteurs tunisiens soumis à une autorisation

Mesurant l'ampleur de la contrebande des carburants et son danger sur l'économie de l'Algérie, les autorités du pays viennent de prendre des mesures radicales afin d'endiguer la saignée et circonscrire le trafic qui, à la longue, deviendrait un phénomène de société aux conséquences désastreuses.

Les transporteurs tunisiens possédant des fourgons aménagés sont depuis hier soumis à une autorisation pour pouvoir se rendre sur le territoire algérien afin de faire le plein de carburant.

Cette nouvelle mesure imposée par la PAF (la police des frontières) est une disposition de l'accord international sur le transport et le mouvement des personnes ratifié par ailleurs par l'Algérie et la Tunisie, a-t-on indiqué.

Il est à signaler, cependant, que les transporteurs tunisiens ont, dans un geste de protestation, procédé avant-hier à la fermeture du poste frontalier d'Oum Teboul, prenant en otage toute une journée plus de 60 familles algériennes qui devaient rallier la wilaya d'El Tarf.

Sur un autre plan, selon le P/APC de la commune frontalière de Souarrek, plus de 250 fourgons tunisiens entrent quotidiennement dans la commune pour se ravitailler en carburant à raison de quatre rotations par jour, ce qui représente plus de 100 000 litres de gasoil et essence.

«De fait, c'est notre pays qui devient le dindon de cette farce au motif de l'entraide entre les deux peuples», a-t-il ajouté.

Daoud Allam

TRANSACTIONS COMMERCIALES Introduction graduelle du chèque

Le ministre du Commerce a affirmé que l'obligation du chèque dans les transactions commerciales interviendra inéluctablement.

Benbada, cependant, préconise son introduction de manière graduelle, en ciblant certaines catégories de transactions d'abord avant de le généraliser. «C'est une procédure lourde et sensible. Elle participe d'une réforme structurelle. Aussi, il faudra que les banques suivent», a-t-il souligné.

S. A. I.

RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES DES PME

Un millier d'entreprises sont concernées

Le processus de rééchelonnement des dettes des PME en difficulté financière touchera près d'un millier d'entreprises. 400 à 450 dossiers sont déjà en cours de traitement ou de recensement. C'est ce qu'a indiqué, hier, Abderrahmane Benkhalfa, délégué général de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef).

L'opération, initiée par les pouvoirs publics lors de la dernière tripartite pour le financement et le sauvetage des PME privées, concernera dix secteurs, notamment le BTPH, l'industrie et la transformation. C'est ce qu'a précisé M. Benkhalfa lors de son passage dans l'émission «l'Invité de la rédaction» de la Radio nationale Chaîne III.

Une série de mesures ont été donc décidées pour redonner vie aux PME. Il s'agit, entre autres, de l'effacement partiel ou total des intérêts non payés, du rééchelonnement des dettes qui peut aller jusqu'à 10 ans et d'un différé à taux zéro.

Le délégué général de l'Abef a indiqué que d'ici le début de l'an-

née prochaine, mille milliards de dinars seront injectés dans le tissu des PME, dont 200 milliards de dinars seront alloués aux micro-entreprises alors que le portefeuille des banques s'élève à 3 700 milliards de dinars.

Selon les premières prévisions avancées par l'invité de la radio, entre 150 à 200 milliards de dinars seront rééchelonnés au profit de ces entreprises avec des ajouts non recouverts qui tournent autour de 30 à 40 milliards de dinars. Les risques de l'opération sont partagés entre les pouvoirs publics et les banques.

L'Etat, explique M. Benkhalfa, paie les intérêts durant la période de différé et les banques renoncent aux intérêts qu'elles n'ont

ADHÉSION À L'OMC

L'argument de la tragédie nationale

Le ministre du Commerce a révélé hier que l'Algérie a rendu les membres de l'Organisation mondiale du commerce destinataires d'un memorandum ouvert. Un memorandum dans lequel l'Algérie plaide des circonstances atténuantes, tant est qu'au moment où l'organisation se mettait en place elle faisait, elle, face à une terrible tragédie qui lui a coûté 200 000 âmes et plus de 20 milliards de dollars de pertes. Par là, l'Algérie sollicite l'indulgence de l'OMC qui impose des conditions draconiennes aux pays désirant y adhérer.

Le ministre du Commerce a informé également que le 10^e round des négociations a été achevé et que l'Algérie a transmis tous les documents demandés. «On peut, dès le 11^e round, engager des discussions formelles», a dit le ministre, soulignant que l'Algérie a sensibilisé les groupes régionaux à l'occasion des différentes réunions ministérielles. Benbada n'a pas exclu, enfin, que l'Algérie fasse, comme la Russie et l'Arabie saoudite qui viennent d'intégrer l'OMC, des concessions sur l'énergie.

S. A. I.



150 à 200 milliards de dinars seront rééchelonnés.

pas couverts. Il précisera que cette opération n'a pas pour objectif d'effacer les dettes mais de retraiter les dettes des entreprises qui possèdent une forte viabilité sur le plan commercial et qui acceptent de mettre en place un plan de redressement leur permettant de rebondir sur le marché.

L'intervenant reconnaîtra, toutefois, que «les entreprises dans leurs structures, leur manière de travailler le management et dans leurs capitaux sont en recul par rapport à la taille du marché algérien. C'est pourquoi notre challenge est d'arriver à développer ces structures».

S. A.